

26 avril 2019

(19-2876)

Page: 1/3

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires
Comité des sauvegardes**

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5,
DE L'ARTICLE 32.6 ET DE L'ARTICLE 12:6 DES ACCORDS**

**RÉPONSES AUX QUESTIONS¹ POSÉES PAR L'UKRAINE
AU SUJET DE LA NOTIFICATION DU BRÉSIL²**

La communication ci-après, datée du 26 avril 2019, est distribuée à la demande de la délégation du Brésil.

L'Ukraine souhaite poser les questions ci-après au Brésil au sujet de sa notification des lois et réglementations présentée au titre de l'article 18.5 de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994.

Question n° 1

D'après l'article premier de l'Ordonnance n° 30 du 8 juin 2018, les formalités administratives, la notification d'actions, la constitution de dossiers et la transmission des pièces dans le cadre des procédures menées par le DECOM s'effectueront par l'intermédiaire du système électronique DECOM Digital. Dans le même temps, l'article 2 dispose que l'accès au système se fera au moyen de certificats numériques délivrés dans le cadre de l'Infrastructure à clés publiques brésilienne. D'après nous, pour obtenir un certificat numérique, il devrait être nécessaire que le requérant se rende auprès de l'autorité compétente en charge de la délivrance des certificats numériques.

Veuillez expliquer comment les parties intéressées à l'extérieur du Brésil peuvent obtenir un certificat numérique afin d'avoir accès au système électronique DECOM Digital.

S'il n'est pas possible pour les parties intéressées à l'extérieur du Brésil d'obtenir un certificat numérique, comment peuvent-elles en pareil cas avoir accès au système électronique DECOM Digital, afin d'exercer leurs droits de défense de leurs intérêts dans le cadre des enquêtes antidumping?

Réponse

L'obligation d'avoir une certification numérique pour accéder au système électronique DECOM Digital – DDS – découle de la nécessité de garantir l'authenticité, l'intégrité et la validité juridique des documents électroniques, conformément aux dispositions de la mesure provisoire n° 2 200-2 du 24 août 2001 établissant l'Infrastructure à clés publiques brésilienne – ICP-Brasil.

Il est important de noter que les parties intéressées étrangères peuvent obtenir des certificats numériques liés à leur numéro de passeport, conformément aux **directives établies par l'Institut national des technologies de l'information** ("<http://www.iti.gov.br/certificado-digital/58->

¹ G/ADP/Q1/BRA/39-G/SCM/Q1/BRA/39-G/SG/Q1/BRA/8.

² G/ADP/N/1/BRA/3/Suppl.10-G/SCM/N/1/BRA/2/Suppl.13-G/SG/N/1/BRA/3/Suppl.4.

[certificado-digital/87-como-obter](#)"). Il convient de noter que les étrangers non domiciliés au Brésil qui souhaitent obtenir un certificat numérique doivent se présenter à l'une des 100 autorités d'enregistrement situées au Brésil avec leur passeport et les autres documents requis par ICP-Brasil.

Les parties intéressées étrangères peuvent également consulter un dossier ou formuler des observations sur celui-ci en désignant un **représentant** légal titulaire d'un certificat numérique délivré dans le cadre de ICP-Brasil.

Question n° 2

Veillez préciser s'il est possible d'avoir accès au système électronique DECOM Digital sans certificat numérique, dans les cas où les parties intéressées souhaiteraient être observatrices d'une affaire sans vouloir soumettre des documents, par exemple lorsqu'il s'agit de gouvernements étrangers.

Réponse

Conformément à l'Ordonnance n° 30 du SECEX du 8 juin 2018, les parties intéressées dans les enquêtes portant sur des mesures correctives commerciales menées par le Brésil doivent obligatoirement utiliser le DDS non seulement pour soumettre les dossiers relatifs à l'enquête, mais aussi pour avoir accès à son contenu.

Étant donné que les parties intéressées ne peuvent accéder au DDS qu'avec un certificat numérique, il n'est pas possible pour une partie intéressée d'observer une enquête ou d'obtenir des copies des dossiers non confidentiels soumis par d'autres parties intéressées sans un certificat numérique.

Question n° 3

L'un des objectifs principaux des prescriptions procédurales de l'Accord antidumping de l'OMC est de garantir la transparence de la procédure, de ménager aux parties toutes possibilités de défendre leurs intérêts et d'assurer que les autorités chargées de l'enquête donnent des explications adéquates sur leurs déterminations. C'est la raison pour laquelle les autorités sont tenues de divulguer aux parties intéressées les renseignements sur lesquels leurs déterminations se fonderont et de leur ménager une possibilité adéquate de formuler des observations.

Compte tenu des difficultés, pour les parties intéressées à l'extérieur du Brésil, d'avoir accès au système électronique DECOM Digital, veuillez expliquer en quoi la procédure administrative électronique concernant les enquêtes antidumping, au titre de l'Ordonnance n° 30 du 8 juin 2018, est conforme au principe de transparence au sens de la jurisprudence pertinente de l'OMC.

Réponse

Le DDS a été lancé par l'autorité brésilienne chargée de l'enquête en 2015. Depuis le début, l'un de ses principaux objectifs est d'assurer une plus grande transparence et une participation accrue des parties prenantes aux processus de défense commerciale menés par l'autorité brésilienne chargée de l'enquête. Ainsi, le système permet aux parties intéressées d'accéder aux dossiers et de soumettre des documents en ligne de n'importe où dans le monde, sans avoir à se rendre en personne dans les locaux du Sous-Secrétariat à la défense commerciale et à l'intérêt public (SDCOM).

Une autre préoccupation du SDCOM, qui découle également des dispositions des accords et de la jurisprudence de l'Organisation mondiale du commerce, est d'assurer la sécurité des données fournies via Internet sur une base confidentielle ou restreinte, raison pour laquelle les parties intéressées doivent obligatoirement obtenir un certificat numérique pour accéder aux dossiers. Le certificat numérique est également un moyen de s'assurer que les documents ont été effectivement soumis par la partie intéressée ou par ses représentants légaux.

Outre le fait que les dossiers non confidentiels peuvent être consultés en ligne par toutes les parties intéressées au moyen du DDS, il convient de noter que des renseignements généraux sur chacune

des enquêtes en cours peuvent être trouvés sur le site Web du SDCOM ("<http://www.mdic.gov.br/index.php/comercio-exterior/defesa-comercial/851-investigacoes-em-curso>"), ainsi que des liens vers les textes administratifs résultant de ces enquêtes publiés au Journal officiel.

En outre, il faut souligner que le règlement antidumping actuel du Brésil (Décret n° 8 058 du 26 juillet 2013) contient plusieurs dispositions OMC-plus visant à garantir la transparence de la procédure, à ménager aux parties toutes possibilités de défendre leurs intérêts et à fournir des explications adéquates des déterminations de l'autorité chargée de l'enquête. On peut citer comme exemple de ces dispositions le fait que les déterminations préliminaires sont obligatoires au Brésil et que les délais de présentation des documents sont expressément fixés dans le règlement susmentionné.
